



**MINISTÈRE
DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 4 juillet 2025

**Discours de M. Manuel VALLS, ministre d'Etat, ministre
des Outre-mer**

**Collèges économiques et sociétaux
Sommet pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie**

Mesdames et Messieurs,

Chers élus,

Chers partenaires politiques, économiques et sociaux,

Chers Calédoniens,

Depuis hier matin, nous sommes réunis ici dans le cadre de ce sommet consacré à la Nouvelle-Calédonie, après l'ouverture à l'Élysée par le Président de la République. Je tiens tout d'abord à vous remercier très sincèrement pour la qualité de nos échanges, marqués par la franchise, l'engagement et la richesse des contributions.

Comme je l'ai souligné hier, je suis profondément convaincu que ces échanges sont indispensables pour nourrir utilement les

négociations en cours et tracer de nouvelles perspectives pour la Nouvelle-Calédonie.

Nous allons clore ce collège économique, social et sociétal par une séquence essentielle : celle de la construction d'un projet de société. Certains intervenants sont en visioconférence depuis le haut-commissariat à Nouméa, que je remercie chaleureusement pour leur présence.

Les sujets que nous abordons sont profondément imbriqués. Les défis économiques s'entremêlent avec des dynamiques politiques, sociales, culturelles et identitaires.

Les violences du mois de mai 2024 ont ravivé des fractures anciennes, en creusant de nouvelles. Mes déplacements successifs en Nouvelle-Calédonie m'ont confirmé la profondeur de cette crise.

Face à cela, il ne saurait être question d'un simple retour à la normale. Il nous faut rebâtir les bases d'un vivre-ensemble. Et cela

suppose de regarder la réalité en face : la question du vivre-ensemble est indissociable d'un effort collectif en faveur de la stabilité politique et d'un modèle de développement viable et équitable. Disons franchement les choses : nous sommes encore loin d'un compromis politique.

Le destin commun, ce mot que certains n'osent plus prononcer depuis les violences de mai, doit pourtant continuer à guider l'avenir de la société calédonienne.

Car le risque, si aucun compromis n'émerge, est celui d'une fragmentation durable et de nouvelles confrontations.

Du retour de la violence. Et partout aucune solution ne passera durablement par les subventions et une nombre conséquent d'EGM. Nous ne pourrions pas nous le permettre.

Ce projet de société que nous évoquons aujourd'hui ne peut pas se décréter depuis Paris. Il doit émerger du territoire lui-même, à partir de ses aspirations, de ses mémoires, et de ses forces vives.

Comme nous en avons convenu, il me semble que notre discussion ce matin pourrait s'articuler autour de quatre priorités structurantes :

- Refonder le vivre-ensemble, dans un esprit de vérité, de respect et de réconciliation ; J'insiste sur le fait que rien ne sera possible sans l'achèvement du processus de décolonisation et le respect de l'exercice du droit à l'autodétermination ;
- Faire de la jeunesse une priorité, à travers l'éducation, l'insertion, l'engagement et la prévention ;
- Reconnaître pleinement le rôle des autorités coutumières et de la société civile, comme acteurs à part entière de la gouvernance ;
- Mener une politique volontariste de lutte contre les violences, addictions, et les dérives sociales, notamment chez les jeunes.

L'éducation et la formation doivent être les piliers de ce projet.

Beaucoup reste à accomplir, mais beaucoup a déjà été construit depuis les accords de Matignon et de Nouméa, qui ont permis des avancées réelles en matière de rééquilibrage et de développement humain. Ne l'oublions pas.

Pourtant, des disparités socioéconomiques restent vives. Une partie de la jeunesse, notamment Kanak en particulier, reste confrontée à

des difficultés majeures : violences intrafamiliales, perte de repères traditionnels, marginalisation, montée de la délinquance, taux d'incarcération, récidive, décrochage scolaire précoce, taux de suicide, rejet du système scolaire. Ce constat ne saurait nous laisser indifférents. Il est inquiétant. Et le Haut-Commissariat reviendra sur les violences contre les forces de l'ordre et les « cambriolages de la faim ».

L'État ne peut pas, à lui seul, porter la construction du projet de société.

Elle doit être incarnée par l'ensemble des composantes de la société calédonienne, et notamment par sa jeunesse, ses familles, ses coutumiers, ses clans, ses tribus, ses élus locaux, ses forces économiques et associatives.

Mais l'État peut prendre sa part dans la reconstruction du lien social.

Pour aborder l'ensemble de ces enjeux, je laisserai Monsieur Pierre Welepa, assurer le rôle de modérateur depuis Nouméa.

Et je cède maintenant la parole à Monsieur le haut-commissaire, qui
reviendra sur les enjeux liés à la délinquance.

Je vous remercie.